

# CAROL I<sup>er</sup> ET LES GUERRES BALKANIQUES

AUDE AIT KACI ALI

(Paris)

Depuis 1908, suite à la crise bosniaque, les membres de la Triple Alliance se sont éloignés les uns des autres, et il a fallu convaincre Carol I<sup>er</sup> de nouveau que celle-ci était solide. Les relations avec l'Allemagne sont distendues, et la visite du Kronprinz en 1909 ne parvient pas à effacer la déception de Carol vis-à-vis de Guillaume II et le refroidissement des rapports personnels. L'Allemagne cherche alors à tout prix à se rapprocher de Carol en procurant à son armée du matériel militaire, alors que le Roi fait à nouveau comprendre son refus de coopérer s'il y a pression de la part de l'Autriche-Hongrie et maintient sa politique agressive.

Nous avons déjà tous les éléments majeurs pour comprendre les réactions de Carol tout au long des deux guerres balkaniques : toujours fidèle à l'Allemagne par intérêt et par goût, Carol doit maintenir une Alliance déplaisante, voire dangereuse pour le trône, avec l'Autriche-Hongrie. Toujours liée militairement et politiquement à l'Allemagne, la Roumanie a désormais la possibilité de s'émanciper en partie de la contrainte autrichienne et de s'affirmer comme « l'aînée » des Balkans, comme un pays non balkanique mais constituant un relais de choix entre Europe centrale et Europe péninsulaire.

En 1912, le gouvernement roumain est tout à fait favorable à un futur renouvellement des traités. Carol a réuni des ministres germanophiles pour soutenir sa politique extérieure. L'opinion publique est beaucoup moins favorable à la Triple Alliance, car très préoccupée par le sort des Roumains transylvains et de la satisfaction des revendications territoriales. Le traité de Berlin a laissé une situation instable dans la Péninsule balkanique, mais depuis l'Indépendance, la Roumanie a acquis une position particulière au sein de celle-ci, et pour Carol, une modification de l'équilibre serait l'occasion de réaliser en partie les objectifs mineurs de politique extérieure, et d'entrer dans le jeu des Puissances comme un rouage nécessaire en Europe du Sud-Est. Il pourrait ainsi concilier publiquement politique germanophile et expansion nationale. La question concernant les années 1912–1913 est de savoir comment, grâce au soutien de l'Allemagne, Carol peut enfin faire de la Roumanie un leader au Sud-Est de l'Europe tout en s'affirmant face à l'Autriche et en luttant avec diplomatie contre l'influence russe.

Ainsi, si le Roi doit impérativement défendre la neutralité du Royaume lors de la Première Guerre Balkanique malgré une opinion publique contraire, il s'engage avec le concours des Puissances dans un long bras de fer avec la Bulgarie pour obtenir le Quadrilatère (Dobroudja du Sud, au Nord-Est de la Bulgarie). En cette même période, Carol en profite pour affirmer la place et la puissance croissante de la Roumanie sur l'échiquier international et tente de repousser les limites de sa liberté d'action face à l'Autriche-Hongrie et la Russie, tout en testant l'appui discret mais efficace de l'Allemagne. Le Roi déploie alors enfin tous les avantages de la Roumanie jusque là retenus pour ne pas compliquer la situation internationale, et peut, sans combat, utiliser l'armée roumaine pour imposer son nouveau statut dans la Péninsule.

#### **LA ROUMANIE REFUSE D'ENTRER DANS LA LIGUE BALKANIQUE ET DANS LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE**

Dans un lettre à Berchtold du 12 mai 1912, Fürstenberg, alors représentant autrichien en Roumanie, informe le Ministre des Affaires Etrangères autrichien que c'est Carol qui a prévenu l'Autriche-Hongrie de la conclusion d'une alliance bulgare-serbe, lui-même l'ayant appris par Berlin grâce à Kiderlen<sup>1</sup>. Situation paradoxale : Carol, qui reste le Roi d'un petit pays, met au courant l'Autriche-Hongrie, dont il essaye de s'émanciper, de certains événements cruciaux de la Péninsule Balkanique, après en avoir été informé par l'Allemagne, alliée principale de l'Empire des Habsbourgs. Fidèle à l'Allemagne, Carol, grâce à celle-ci, et malgré le refroidissement progressif des relations avec les gouvernants allemands, commence enfin à mettre en place une politique balkanique active. Celle-ci, étant donné le statut privilégié du Royaume dans cette zone, se veut une politique d'arbitrage, de leadership, qui ne pourra être assurée qu'avec le soutien de l'Allemagne, mais en revanche en conflit avec l'Autriche-Hongrie. Il s'agit plus précisément de se focaliser sur trois objectifs :

- rester neutre autant que possible pour pouvoir participer aux conférences de paix en cas de conflit ;
- réaliser les intérêts nationaux d'expansion territoriale quitte à entrer en conflit avec la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie ;
- rester dans le giron de la Triple Alliance malgré l'Autriche-Hongrie et contre la Russie.

D'un point de vue régional, il est important pour Carol de maintenir le statu-quo dans la Péninsule et de ne pas laisser la Bulgarie devenir trop puissante. L'armée bulgare étant bien organisée, le Royaume constitue un pendant de la

<sup>1</sup> Ludwig Bittner, Hans Uebersberger : *Österreich-Ungarns Außenpolitik von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914*. Diplomatische Aktenstücke des österreichisch-ungarischen Ministeriums des Äußeren.

Roumanie dans la sphère austro-hongroise, et il ne faudrait pas perdre l'avance acquise dans les relations internationales depuis l'Indépendance aux dépens d'un état militarisé, peuplé, vaste, et surtout slave. De même l'autonomie acquise au sein de la diplomatie européenne par le Roi est de plus en plus menacée par la politique de l'Empire Russe. L'opinion publique roumaine est vivement anti-autrichienne, étant donné la situation des Roumains de l'Empire, et les relations avec la Triple-Alliance sont distendues. C'est donc pour l'Entente le meilleur moment pour tenter de se rapprocher d'une Roumanie indépendante et forte sur le plan international. Ainsi Sazonov, Ministre russe des Affaires Etrangères depuis 1910, a comme politique d'entretenir des relations d'amitié discrètes avec la Roumanie, dont le Roi se méfie du panslavisme. L'Empire russe tente de se rapprocher du Royaume au travers de tentatives d'alliances matrimoniales, de relations amicales, de propagande et surtout d'agitation de l'opinion publique roumaine au sujet des Roumains d'Autriche-Hongrie. Carol voit la Russie faire de la Péninsule son théâtre des opérations, et refuse donc de rentrer dans la Ligue Balkanique qui selon lui n'est qu'un bloc balkanique sous tutelle russe. De même les autres membres de l'Entente, attirés par les richesses et la position nouvellement acquise de la Roumanie sur le plan international, tentent d'éloigner celle-ci de la Triple Alliance, et la France en profite alors pour envoyer ainsi Deschanel et Roussel faire une visite amicale, tandis que l'Angleterre s'assure le soutien de la future reine de Roumanie, la princesse Marie, déjà acquise à l'Entente.

Mais, il est de toute manière impossible à Carol de s'éloigner de la Triple Alliance dont il continue à dépendre, et en restant une exception politique, il maintient son statut de relais allemand dans les Balkans. De plus les finances roumaines restent largement tributaires de l'Allemagne, avec qui la gestion des investissements peut s'avérer extrêmement difficile et contraignante, ce dont le Roi a déjà fait l'amère expérience lors de l'affaire Strousberg. Il est beaucoup plus utile de continuer une politique de collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères allemand. Ainsi d'après Friedrich Rosen, le représentant allemand à Bucarest, Carol met à disposition de l'Allemagne des rapports concernant la situation en Europe du Sud-Est, tout en la mettant en garde d'un futur changement de cap si celle-ci laissait les rênes de la Triple Alliance à l'Autriche-Hongrie<sup>2</sup>.

Dans cette situation, et étant donné la très mauvaise image de l'Autriche-Hongrie auprès de l'opinion publique roumaine, au point qu'il avait fallu protéger la légation austro-hongroise contre la fureur populaire le 12 juin 1910, quelle est la stratégie de Carol en politique extérieure ?

Celle-ci est simple et prudente : la politique extérieure de la Roumanie changera bien de cap pour aller contre l'Autriche-Hongrie en faveur des Roumains de Transylvanie, mais à un moment où la conjoncture extérieure sera favorable au

<sup>2</sup> *Aus einem diplomatischen Wanderleben, Friedrich Rosen*, édité par H. Müller-Werth, Wiesbaden.

Royaume. En attendant, la modération dans le soutien aux Roumains de la Double-Monarchie permet d'apaiser les relations, et d'éviter soulèvements, exécutions et représailles. Cela ne signifie pas qu'une action d'émancipation modérée et réfléchie n'a pas déjà été mise en place à la veille des guerres balkaniques. Ainsi, dès les premiers troubles dans la Péninsule, Carol, durant l'été 1911, commence à évoquer la possibilité d'un conflit balkanique et l'attitude nécessaire de la Roumanie dans un tel cas, et ce directement auprès des représentants des Puissances étrangères. Il leur fait alors à plusieurs reprises la déclaration que la Roumanie profitera de la première modification territoriale dans les Balkans pour faire valoir ses droits. Cela ne constitue en aucun cas une rupture ou une rébellion et Carol continue à s'aligner sur Berlin en ce qui concerne les événements internationaux. Inquiète, l'Autriche-Hongrie envoie Berchtold lui-même en Roumanie s'assurer que Carol n'envisage pas de se séparer de la Triple Alliance. Carol répond alors qu'il lui faut s'assurer du soutien de celle-ci en cas de conflit dans le Sud-Est européen. Les intentions et attentes ayant été clarifiées entre les chefs de la diplomatie, Titu Maiorescu peut alors déclarer en 1912 que la politique extérieure de la Roumanie sera celle des Puissances Centrales.

#### CAROL, INQUIET DU PANSLAVISME, SE PRÉPARE À LA GUERRE

Lorsque la Première Guerre des Balkans débute, Carol suit à la lettre les directives de Berlin : il est absolument nécessaire de rester neutre, aucune participation, aucune ingérence ne seront tolérées. Rester neutre pour le Roi ce n'est pas seulement obéir à l'Allemagne, c'est aussi la garantie d'obtenir une place d'arbitre voire de leader lors d'une future conférence de paix, et ainsi d'obtenir un statut privilégié. Pour éviter que la Roumanie n'envisage une action militaire, l'Autriche-Hongrie informe très rapidement la Bulgarie, et Carol par l'entremise de Beldiman, que les revendications territoriales sur le Quadrilatère seront soutenues par l'Empire. Mais le soutien des Puissance Centrales n'est pas suffisant pour Carol lors de cette première crise, car une autre crise, interne celle-là, est en train d'éclorre en réaction aux conflits des Balkans et au choix de la neutralité par la Roumanie. Le Parti libéral et ceux des conservateurs qui ne sont pas au gouvernement s'opposent de manière très violente à cette politique de neutralité qui est largement de la responsabilité du Roi. Les divergences sont alors très fortes entre l'opinion publique roumaine et la diplomatie royale, ce d'autant plus que la première ignore l'existence des traités secrets, du moins leur contenu véritable. Ceux des ministres à savoir à ce moment précis, et dont la plupart soutiendront la politique de Carol, sont Maiorescu, Sturdza, Carp et Take Ionescu. Il était nécessaire pour le Roi dans le cadre des traités secrets de mettre en place un gouvernement conservateur et germanophile pour continuer l'œuvre déjà commencée d'institution de la Roumanie en tant qu'arbitre des Balkans grâce au soutien de l'Allemagne.

Ainsi Carol persiste dans sa politique de neutralité : deux jours après sa nomination, le nouveau gouvernement est convoqué auprès du Roi pour prendre une décision quant à la Crise Balkanique. Carol maintient son refus de la mobilisation, mais demande à Take Ionescu de mettre en place les termes d'un traité sur les frontières de la Dobrodjea, en consultant les diplomates étrangers concernés et Ferdinand de Bulgarie. Si ce traité venait à être refusé, la mobilisation n'aurait toujours pas lieu, mais il faudrait alors aller demander de l'aide à l'Autriche et à la Russie pour faire pression sur la Bulgarie, et convaincre les Puissances de la nécessité d'appuyer les démarches roumaines. Le 26 octobre 1912, le Roi, Ionescu et Maiorescu se réunissent à Sinaia et décident que ce sera auprès de la Russie qu'il faudra chercher appui. La situation est délicate : Carol se méfie de la Russie, et l'opinion publique ainsi que des hommes politiques comme Bratianu demandent un engagement militaire. Il faut donc réussir à ne pas mobiliser, tout en faisant pression sur la Bulgarie par l'entremise de la Russie qui est un allié dangereux, avec toutefois la certitude que l'Allemagne s'occupera de la Roumanie en tant voulu.

En effet, le 7 novembre 1912, l'Empereur allemand fait informer Carol par Beldiman que la participation de la Roumanie à la future conférence de Londres a été soutenue. La neutralité sera donc peut-être récompensée malgré le mécontentement national causé. Le Roi demande alors à Ionescu de changer d'attitude et de déclarer la neutralité, qui est certes une neutralité conditionnelle. Ce dilemme, Carol l'exprime dans son Message du Trône du 26 novembre, où il exprime la tristesse que lui causent la Crise Balkanique et la crise interne que celle-ci provoque, et accepte de renforcer l'armée par de nouveaux crédits (150 millions de lei, payés grâce aux excédents). Au même moment, l'Autriche s'inquiète de voir la Russie et la France profiter de ce conflit avec son protégé pour se rapprocher de la Roumanie et envoie Franz Conrad von Hoetzendorf en visite officielle à la cour de Roumanie en novembre, pour rassurer le Roi sur son soutien dans les négociations avec la Bulgarie. Il vient aussi avec la proposition d'une convention militaire pour Averescu, dans l'éventualité d'une guerre contre la Russie, qui ne sera jamais signée. Carol assure alors être l'allié fidèle de l'Autriche-Hongrie, et rappelle qu'il est prêt à s'engager contre la Russie.

Pourtant la Russie envoie elle aussi ses émissaires, justement en réponse à la visite d'Hoetzendorf. Il lui faut faire un geste envers la Roumanie et spécifiquement envers Carol qui tient toujours les rênes de la politique extérieure et maintient des relations fidèles avec la Triple Alliance. Petersbourg envoie donc le Grand Duc Mihailović remettre à Carol le baton de Feldmaréchal, et lui conseille d'entretenir des relations amicales avec les Balkans, voire d'entrer dans la Confédération des Balkans, ce qui serait se mettre sous tutelle Russe et renoncer aux prétentions territoriales, ce qui est inacceptable.

Mais pendant ce temps la Bulgarie refuse toujours de céder. Le Roi trouve alors une idée pour accélérer les négociations : il envoie Mișu proposer à Danev un

soutien militaire à la Bulgarie contre la Turquie en échange de la révision des frontières qui appaiserait tant l'opinion roumaine. L'échec de cette démarche prouve à Carol que la Bulgarie restera intransigeante et qu'il faudra donc utiliser d'autres moyens de pression. Les négociations traînent, mais le Roi tient toujours à ne pas mobiliser, et dans sa fermeté il finit même par perdre un peu de son sang-froid face à Filipescu, qui défend corps et âme la mobilisation. Il confie alors à Marghiloman qu'il veut aboutir au plus vite à une entente avec la Bulgarie et qu'il en arrive même à envisager d'entrer dans la Confédération. Vienne doit donc réagir en soutenant les revendications roumaines, et propose ainsi le 6 décembre 1912 que le Royaume, comme l'avait proposé l'Allemagne, participe à la conférence de paix de Londres, et pousse Danev à partir lui-même à Bucarest pour trouver une solution. La visite de Danev est peu convaincante, et le Roi s'interroge sur la valeur des garanties promises s'il gardait la neutralité.

Dépêche de Blondel à Poincaré, 18 décembre 1912 :

« Des critiques ont été adressées au roi et au gouvernement pour n'avoir pas mobilisé dès le début de la guerre et ainsi obtenir des concessions territoriales en échange d'une neutralité bienveillante. Le Roi et le gouvernement sont de plus en plus à l'écoute des pro-mobilisations. Pour éviter une mobilisation de l'armée roumaine : céder aux rectifications territoriales. »<sup>3</sup>

Il s'avérera que la Roumanie ne pourra en fait pas faire partie de la Conférence des Ambassadeurs de Londres, mais que le Ministre de Roumanie sera informé de toutes les questions qui la touchent directement. Fin décembre 1912, les tensions sont croissantes au Parlement qui veut voter des crédits de guerre, ce contre quoi Carol a de plus en plus de mal à résister. En effet, la Bulgarie refuse une révision des frontières tant qu'un traité de paix n'a pas été signé, ce que refuse catégoriquement la Roumanie qui sait qu'ainsi la révision n'aurait plus lieu d'être. Carol demande alors à Maiorescu d'informer la Russie que la Roumanie est prête à mobiliser, ce à quoi la Russie répond, à la demande de la Bulgarie, par un programme en quatre points pour régler le conflit avec la Bulgarie :

- autonomie ecclésiastique et scolaire des koutzo-valaques en Macédoine,
- démantèlement de Silistra,
- rectification de frontière par ligne droite,
- garantie d'obtenir la Dobrogea pour la Roumanie par la Bulgarie.

La Russie s'oppose à une occupation militaire maintenant que la Bulgarie a entamé des négociations, mais fait pression sur celle-ci pour mettre en place un semblant de négociation et demande à la France d'appuyer cette action modératrice.

Ces avancées ont de quoi rassurer le Roi alors que l'opinion publique s'indigne, et qu'on organise de nombreux meetings : on invite le Roi à partir lui-

<sup>3</sup> Dépêche N°22, Affaires balkaniques : 1912–1914. De l'armistice de Tchataldja (3 décembre 1912) au traité de Bucarest (10 août 1913) / Ministère des affaires étrangères.

même à Sofia défendre les intérêts roumains. Face aux manifestations agressives de février 1913, les manifestants scandant « A Bas les Bulgares » devant le Palais Royal, Carol accepte la proposition russe de soumettre la question à une médiation par les Puissances. Voilà qui est bénéfique puisque Carol a repris les négociations avec Vienne, et renouvelé ses accords avec l'Autriche-Hongrie le 5 février 1913, ce qui confirme sa politique pro-Alliance. Cela ne signifie pas pour autant que Carol se plie à l'avis de Vienne.

### LE BRAS DE FER

Face à une crise ministérielle approchante et menaçante, Carol doit agir auprès de Vienne pour s'assurer qu'aucun traité de paix ne sera signé par la Bulgarie tant que les intérêts de la Roumanie n'auront pas été défendus. Le Roi confie alors à Blondel, le représentant de la France, en février qu'il est très préoccupé par la situation interne en Roumanie, et qu'il craint l'état d'esprit de l'opinion roumaine<sup>4</sup>. Le 17 février Carol est informé que Bucarest doit contacter les Puissance pour mettre en place une médiation avec la Bulgarie. Il accepte tant que le problème n'est pas évoqué à Londres, ce qui signifie qu'il place sur un plan entièrement différent la Guerre et le conflit roumano-bulgare. De plus, quelques jours plus tard, Carol annonce que la Roumanie accepte une conciliation, c'est-à-dire qu'elle accepte la médiation des Puissances, mais refuse de se soumettre à une décision, si celle-ci ne lui convient pas. Cette première « affirmation » d'indépendance vis-à-vis des Puissances, est confirmée par un bras de fer entre Bucarest et Vienne. Le 5 février, Carol et Maiorescu décident de faire pression sur Vienne en refusant de ratifier les traités renouvelés le 5 février. Le Roi ne dénonce pas le traité, et souligne le fait qu'ils sont automatiquement renouvelés pour une durée de trois ans, mais il fait la tentative de pousser l'Autriche-Hongrie dans ses retranchements. Il me semble qu'il s'agit ici d'une tentative presque expérimentale plus que d'une réelle volonté d'engager un bras de fer perdu d'avance. Fürstenberg reçoit l'instruction de se montrer menaçant et de rappeler que l'Autriche-Hongrie pourrait aussi bien ne pas se montrer roumanophile. Quelques heures plus tard le traité est ratifié, mais Carol et son gouvernement ont prouvé qu'ils étaient prêts à braver les Puissances pour obtenir gain de cause, sans pour autant commettre l'erreur d'une rupture diplomatique. Carol finit par accepter la médiation des Puissances tant que celle-ci a lieu à St-Petersburg, et rappelle que dans une monarchie constitutionnelle, ne pas satisfaire l'opinion publique, c'est provoquer une crise ministérielle, et amener avec certitude au pouvoir un parti belliqueux bien moins prompt à écouter le Roi et les Puissances.

<sup>4</sup> Dépêche N°100, Blondel à Jonnart, 6 février 1913, Affaires balkaniques : 1912-1914. De l'armistice de Tchataldja (3 décembre 1912) au traité de Bucarest (10 août 1913) / Ministère des affaires étrangères.

### GAIN DE CAUSE

Face à une situation qui n'avance pas, la Russie décide d'envoyer un avertissement catégorique à la Bulgarie : cette fois il faudra accepter les décisions des Puissances. Le 4 avril 1913, la France, la Russie et l'Angleterre sont d'accord pour accorder Silistra mais pas pour les autres revendications, et demandent une indemnisation pour toute personne désirant quitter la ville de Silistra. Sazonov demande à l'Entente d'appuyer cette décision et d'adresser un avertissement catégorique à la Bulgarie.

L'Accord des six Ambassadeurs du 15 avril 1913 sera finalement le suivant: Silistra revient à la Roumanie, des indemnités seront versés à tous ceux désirant quitter la ville, il n'y aura aucune fortification bulgare sur la ligne allant du Danube à Turtucaia, les koutzo-valaques obtiennent l'autonomie ecclésiastique et scolaire. La signature de cet accord n'a lieu que le 9 mai.

### LA DEUXIÈME GUERRE BALKANIQUE

Le traité de Saint-Pétersbourg ne satisfait pas pleinement l'opinion publique roumaine. En effet les élites s'impatientent et demandent qu'enfin une politique servant les « grands intérêts nationaux » soit mise en place. La Bulgarie reste bien trop puissante et menaçante, et l'Autriche-Hongrie garde toujours sous tutelle ses sujets roumains, tandis que la Serbie soutient, elle, la libération des slaves, notamment d'Autriche-Hongrie. Fragiliser la Bulgarie, c'est mettre l'Autriche-Hongrie dans une position difficile dans les Balkans. Et c'est cette politique qu'attendent les Roumains. La Roumanie n'a pas suivi les conseils de l'Autriche et a manifesté ouvertement sa sympathie envers la Serbie, qui s'en est assuré le concours. Le Roi refuse la guerre à moins que la Serbie y entre et ne se rangera pas contre elle.

Il est temps pour Carol de changer d'attitude quant à sa fidélité à l'Autriche, en tout cas dans sa politique balkanique. Vienne précise qu'elle devra intervenir, peut-être par les armes, dans le cas d'un conflit serbo-bulgare, mais le Roi reste sur ses positions. L'Autriche-Hongrie prévient alors qu'une intervention militaire violerait les accords roumano-autrichiens et créerait une opposition ouverte, mais Carol maintient son positionnement et répond qu'il agit bien là dans le cadre d'une politique d'équilibre et non de conflit.

Le Roi est décidé à agir en cas d'attaque de ses alliés par le gouvernement bulgare mais il retient l'appel des réservistes suite à l'intervention du Tsar auprès des belligérants, espérant une amélioration des relations dans la Péninsule qui éviterait à la Roumanie une intervention militaire. Mais les Bulgares, comme lors des négociations précédentes, refusent de changer de politique, et Carol, lui, veut cette fois, et peut cette fois, mener une politique énergique, voire guerrière. On



peut presque parler d'une seconde étape dans la stratégie de conquête du statut d'arbitre en Europe du Sud-Est.

Le Roi décide le 4 juin à la mobilisation. 15 juin, Bratianu propose au roi un mémoire demandant une action énergique en cas de modification de l'équilibre : cette fois il faut montrer aux pays de la Péninsule ainsi qu'aux Puissances que la Roumanie a une armée forte, une politique extérieure volontaire servant les intérêts roumains. Il est temps aussi de montrer que cette politique n'est pas l'œuvre d'un Royaume isolé, mais bien le fruit d'une politique de compromis et de loyauté envers l'Allemagne, de patience récompensée. L'attitude de la Roumanie a en effet été appréciée en Allemagne, et Jagow, désormais Ministre des Affaires Etrangères déclare le 26 juin que le seul point d'appui dans le chaos balkanique est la Roumanie : Berlin soutiendra donc Bucarest.

La proposition de la Bulgarie de redéfinir les frontières contre le retrait de l'armée roumaine est rejetée. En ce juillet 1913, il est temps de réagir enfin et de mettre les Puissances au courant des décisions d'engager l'armée en Bulgarie, si ce n'est à contribution. Le gouvernement roumain demande ainsi à la Russie si elle pourra se ravitailler en munitions auprès de l'Empire. La Russie se déclare à cette occasion prête à soutenir la Roumanie contre la Bulgarie, ce qui aurait permis d'affaiblir la Bulgarie sans trop s'investir, et ainsi de faire un pied de nez à l'Autriche-Hongrie. Une fois encore, et malgré l'inimitié de Carol pour la Russie, et sa méfiance envers le panslavisme, la collaboration s'avère fructueuse à chaque fois que les intérêts de l'Autriche-Hongrie sont touchés, alors qu'elle reste l'alliée obligatoire de la Roumanie. Entre Berlin et Saint-Pétersbourg, la halte obligatoire reste Vienne.

Le 3 juillet est déclarée la mobilisation générale, le 10 juillet déclaration de guerre.

Cela ne signifie pas que Carol accepte entièrement la situation, et soit en parfait accord avec une intervention armée. Le Roi dit ainsi à Blondel, le 6 juillet 1913, que l'armée roumaine pourrait être contenue si les Puissances pouvaient imposer leur volonté aux Etats balkaniques. C'est un appel de détresse, presque une provocation, de la part de Carol qui incite les Puissances à agir et à prendre leurs responsabilités dans ce conflit intra-balkanique ou bien c'est la Roumanie qui devra intervenir et servir seule ses propres intérêts, mais comme elle l'entend.

La Roumanie est alors prête à engager ses troupes sur Sofia, avec la quasi-certitude de pouvoir gagner sans combattre. Or une action militaire contre la Bulgarie impliquerait un engagement des troupes autrichiennes : on est donc très près du déclenchement du système d'alliance qui révèle ainsi sa dangerosité, ce dont le Roi est conscient et qu'il a cherché à tout prix à éviter. Il décide donc, avec le gouvernement roumain d'envoyer l'armée, mais de ne pas profiter de la situation, d'agir comme « régulateur ».

Le 13 juillet 1913, les troupes roumaines enfin engagées passent le Danube. Là encore, malgré l'évidente supériorité roumaine, Carol donne des assurances que

les exigences roumaines ne seront pas augmentées : la Roumanie se pose véritablement comme un pays raisonnable, contrairement à la Bulgarie, le garant d'un ordre bien défini appliquant une politique d'équilibre et non de conquête. Cette politique est un succès, les troupes roumaines pénètrent facilement en Bulgarie jusqu'à Sofia, et le roi Ferdinand envoie un télégramme personnel à Carol pour protester de sa volonté de conclure enfin un accord. Carol prend alors les devants sur les futures négociations de paix en envoyant le 24 juillet 1913, un télégramme aux rois de Grèce, Serbie, Monténégro, prévenant qu'il ne faut pas ébranler l'équilibre européen et rendre la Bulgarie trop exsangue. La Roumanie s'engage alors à soutenir la Bulgarie face aux autres pays.

Le Premier Ministre grec Venizélos alors lui-même à Bucarest et signifie au Roi son intransigeance quant à Cavala : il fait donc appel à lui comme régulateur et comme arbitre potentiel pour la conférence de paix à venir. Or Carol est bien obligé de soutenir la Grèce, car ce sont là les vives recommandations allemandes au gouvernement roumain. Ce rôle d'arbitre est donc encore sous influence allemande. Comme promis par l'Allemagne, le cas de la Roumanie a bien été pris en compte et la récompense à la hauteur des efforts fournis. Le désir de Carol et du gouvernement d'obtenir une place de choix dans la diplomatie balkanique aboutit enfin à une consécration : la Conférence de Paix aura lieu à Bucarest, et sera présidée par le Premier Ministre roumain Titu Maiorescu. Carol est reconnaissant au soutien allemand et fera publier un télégramme de remerciement au Kaiser, le 29 et 30 juillet 1913 dans respectivement « Universul » et « Conservatorul ». L'arrivée des délégations dans la capitale à lieu le 30 Juillet, et la position avantageuse de la Roumanie dans ces négociations, en tant qu'hôte et arbitre, permet au gouvernement d'obtenir rapidement satisfaction sur les territoires convoités sans laisser la Grèce ou la Serbie affaiblir excessivement la Bulgarie, évitant que celle-ci ne cherche ensuite un autre territoire d'expansion. Le 10 août 1913 le Traité est signé sous le nom de traité de Bucarest et conclue la Conférence de Paix, mettant fin à la Deuxième Guerre des Balkans. L'Allemagne garantit alors la non-révision du traité, mais malgré le chemin parcouru par la Roumanie en politique extérieure et en prestige, pour Carol il ne s'agit, en politique régionale, que d'une paix armée.

## CONCLUSION

Le roi Carol au milieu d'une crise certaine extérieure mais qui a des implications internes graves, joue ici la phase postindépendance de sa politique extérieure. Ayant connaissance de nombreux éléments qui restent secrets, il lui faut manœuvrer entre l'opinion publique roumaine et les objectifs de son gouvernement germanophile. On peut distinguer deux phases correspondant aux deux conflits balkaniques, révélant une grande réactivité du Roi, bien entendu piloté de loin par

l'Allemagne. Première étape : retenir la réaction roumaine, ne pas intervenir mais profiter du conflit balkanique pour obtenir, en douceur, des avantages territoriaux, tout en faisant preuve de bonne foi vis-à-vis de toutes les Puissances. La deuxième étape, alors que les Balkans entrent dans une deuxième guerre interne cette fois, est d'intervenir et de faire une démonstration rapide et efficace de la force militaire de la Roumanie, sans pour autant transformer l'action militaire en invasion. La pari est réussi, l'Allemagne a tenu ses promesses, Carol a tenu bon, et s'est imposé comme l'homme fort des Balkans, un souverain puissant mais modéré, loyal aux Puissance Centrales mais pas soumis.

On peut pour conclure, citer cette phrase de Hanotaux<sup>5</sup>, qui résume bien le processus mis en place par Carol I<sup>er</sup> et son gouvernement lors de cette période mouvementée : « La Roumanie a commencé cette histoire : étant l'aînée, elle peut bien devenir la tutrice. »

<sup>5</sup> *Études diplomatiques. 2<sup>e</sup> série. La guerre des Balkans et l'Europe, 1912–1913* (1914), p. 370.